

PRÉFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

SERVICE DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE n° PREF-DCDD 2010.. 0111
mettant en demeure la société GRAINDORGE de respecter certaines dispositions de
l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1999-092 du 31 mars 1999 modifié l'autorisant à exploiter
un atelier de traitement de métaux et de matières plastiques par voie chimique et
électrolytique sur le territoire de la commune de SENS

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment l'article L 514.1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1999-092 du 31 mars 1999 autorisant la société GRAINDORGE à exploiter un atelier de traitement de métaux et matières plastiques par voie chimique et électrolytique sur le territoire de la commune de SENS ;

VU les arrêtés préfectoraux n° PREF-DCLD-2004-0665 du 22 juillet 2004 et n° PREF-DCDD 2005-0445 du 22 décembre 2005 modifiant l'arrêté préfectoral du 31 mars 1999 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-211 du 12 mai 2009 portant prescriptions complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1999 modifié susvisé ;

VU le rapport établi par la DREAL Bourgogne, inspection des installations classées, à la suite de l'inspection effectuée le 3 décembre 2009 ;

CONSIDERANT que l'article 32.4 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 1999 modifié susvisé prescrivait à l'exploitant d'établir un plan d'intervention en cas de sinistre ;

CONSIDERANT que l'exploitant qui ne respectait pas cette prescription lors d'une inspection effectuée le 13 novembre 2008, n'a toujours pas été en mesure, lors de l'inspection du 3 décembre 2009, de présenter le plan d'intervention prescrit à l'article 32.4 susvisé ;

CONSIDERANT que l'article L 514.1 du code de l'environnement précise que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation par l'exploitant des conditions imposées à son installation, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} – Mise en demeure

Le directeur de la société GRAINDORGE est mis en demeure de remettre, pour les installations qu'il exploite, ZI des Vauguilletes à SENS, un plan d'intervention en cas de sinistre conformément à l'article 32.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° DCLD-B1-1999-092 du 31 mars 1999 modifié, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en oeuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

Article 2 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif, 22 rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

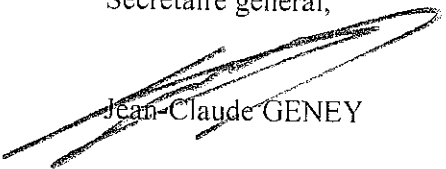
Article 4 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Yonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, le chef de l'unité territoriale de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société GRAINDORGE et dont copie sera adressée au maire de Sens, au sous-préfet de Sens, au colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne et au procureur près les tribunal de grande instance de Sens.

Auxerre, le

12 MARS 2010

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire général,


Jean-Claude GENEY